

DARFOUR

Le coût de l'indifférence



PAR ANNE-MARIE IMPE

Rédactrice en chef

L'extension au Tchad de la crise qui dévaste le Darfour (province occidentale du Soudan) est venue démontrer, s'il en était besoin, combien la négligence est une piètre option de politique étrangère.

En février 2003, des populations qui se sentaient marginalisées par le gouvernement central de Khartoum déclenchaient une rébellion. Trois ans plus tard, le bilan est lourd : environ 200 000 morts, autant de réfugiés au Tchad et plus de 2 millions de déplacés internes. Les civils continuent à être victimes d'une répression brutale. Bombardements de villages, violences sexuelles et pillages se poursuivent.

Il serait malvenu, cette fois, de critiquer la passivité des hauts responsables de l'ONU : en avril 2004, lors de la commémoration du génocide rwandais, Kofi Annan a été le premier à tirer la sonnette d'alarme. Ses envoyés spéciaux, Jan Egeland ou Juan Mendez, ont ensuite constamment maintenu la pression sur les autorités de Khartoum et rappelé à la communauté internationale ses responsabilités.

Sur le terrain, les organisations humanitaires ont, elles aussi, tenté de remplir leur mission, malgré les violentes intimidations exercées par les milices pro-gouvernementales *Janjawids* et les attaques insensées des groupes rebelles contre les convois.

Aucune capitale n'a vraiment été à la hauteur du drame. A première vue, Washington s'est résolument impliquée dans la recherche de solutions à cette crise. Mise sous pression par le lobby évangélique et aiguillonné par les organisations de défense des droits de l'Homme, elle a qualifié la contre-insurrection menée au Darfour de génocide et multiplié les déclarations musclées. Selon un récent sondage⁽¹⁾, 62% des Américains estiment que les États-Unis ont la responsabilité d'aider à mettre fin aux massacres dans la région du Darfour. Mais l'enlèvement en Irak, les difficultés de la pacification en Afghanistan et la confrontation avec Téhéran laissent peu de ressources pour ce conflit du bout du monde. L'administration Bush paie de surcroît ses attaques contre le multilatéralisme, qui la privent de pré-

cieux alliés au moment où elle cherche à ramener Khartoum à la raison.

Le président Béchir joue froidement le rapport de forces. S'il bénéficie de la caution fraternelle de la Ligue arabe, il s'est aussi assuré l'appui de la Russie et surtout de la Chine, soucieuse de protéger ses intérêts pétroliers au Soudan.

L'envoi de soldats sous l'égide de l'Union africaine aurait pu inaugurer un nouveau mode d'intervention. Il n'a été qu'une esquivé. Trop peu nombreux, dotés d'un mandat insuffisant, ils n'avaient aucune chance de parvenir à protéger efficacement la population civile, disséminée sur un territoire aussi grand que la France.

En avril 2006, l'Union européenne a, une nouvelle fois, condamné les exactions, critiqué les entraves posées par le Soudan à l'action humanitaire, appelé au cessez-le-feu et promis son aide à une opération de l'ONU. Mais dans les faits, elle s'est bornée à financer la mission de l'Union africaine. Or, seules des troupes mieux équipées, plus nombreuses, et munies d'un mandat international autorisant clairement le recours à la force pourraient assurer le respect des droits de l'Homme et la restauration de la paix.

En septembre dernier, l'assemblée générale des Nations unies a solennellement adopté une déclaration sur le « devoir de protéger » qui implique une intervention résolue de la Communauté internationale en faveur des populations civiles victimes de crimes de masse. Le Darfour a – jusqu'ici – montré l'inanité de cet engagement.

La menace que la contagion de la crise au Tchad fait peser sur les intérêts pétroliers provoquera-t-elle le sursaut que la tragédie des populations civiles du Darfour n'a pas réussi à susciter ? Au-delà de cette froide réalpolitik, peut-être les États prendront-ils enfin conscience que « *L'idéalisme est aussi réaliste que le réalisme* ». Comme l'écrit Monique Canto-Sperber, « *Les penseurs qui depuis le XVII^e siècle indiquent que la morale doit être plus présente dans les relations internationales semblent bien avoir mieux anticipé la réalité contemporaine de nos sociétés. Mais ce que l'histoire a corroboré, ce n'est pas leur optimisme, c'est d'abord leur clairvoyance* »⁽²⁾.

(1) Réalisé par Zogby International et cité par KRISTOF Nicholas D., in « Slaughter and silence », *International Herald Tribune*, March 20, 2006.

(2) CANTO-SPERBER Monique, *Le bien, la guerre & la terreur. Pour une morale internationale*, Editions Plon, Paris, 2005, 346 pages.